

Ahmed Laaouej (PS)

«Ce gouvernement continue à foncer droit dans le mur, en klaxonnant à tout-va»

INTERVIEW

BENOÎT MATHIEU

Saut d'index, économies dans la Sécu, coupes claires à tous les étages de l'État: le budget initial concocté par le gouvernement Michel avait plutôt donné des sueurs froides au député Ahmed Laaouej, le «Monsieur Fiscalité» du PS. Les chances étaient donc minces que l'ajustement budgétaire bouclé ce week-end le transporte d'allégresse. De fait: ça passe toujours aussi mal.

Le Fédéral a bouclé son contrôle budgétaire sans trop de casse, notamment grâce aux 750 millions d'euros qu'il ne doit plus retourner aux Régions.

À ce sujet, certains éclaircissements doivent être apportés. Comment les chiffres du SPF Finances peuvent-ils à ce point différer de ceux fournis quelques jours plus tôt par le Comité de Monitoring? Puisque l'on parle d'une dégradation des recettes liées à l'IPP de quelque 3 milliards entre 2012 et 2013, pourquoi cela dégrade-t-il les recettes des Régions et pas celles du Fédéral? Afin de tirer tout cela au clair, nous demandons un accès complet aux paramètres du modèle utilisé par le SPF Finances.

Si les Régions grincent logiquement des dents, le Fédéral, lui, n'annonce pas vraiment de nouvelles douloureuses.

Mais il prolonge sa politique d'austérité, sans réorienter le moins du monde son action.

À vrai dire: pourquoi l'aurait-il fait? Il s'agissait de mener un contrôle budgétaire, pas de réécrire un accord de gouvernement.

La gronde sociale ne diminue pas et les syndicats disposent d'un calendrier d'actions. Les citoyens eux-mêmes se mobilisent via des mouvements. Tout cela dénote un manque complet d'adhésion de la population envers la politique du gouvernement. Qui donne de sérieux coups de canif dans la concertation sociale. Met les mutuelles sous pression, ce qui retombera, ne nous berçons pas d'illusions, sur les soins et les patients. Tout cela, sans apporter la démonstration que sa politique sera couronnée de succès

en termes d'emploi et de relance. Au contraire, puisque le saut d'index rabotera le pouvoir d'achat, dans un pays où la demande intérieure est stratégique. Mais non, le gouvernement reste sourd aux sévères critiques remettant en cause son diagnostic économique. Il continue à

penser que c'est par l'austérité que l'on va redresser l'économie. Il continue à foncer droit dans le mur, en klaxonnant à tout-va. C'est inacceptable. Et incompréhensible.

Il y a quand même des choses qui devraient vous plaire, non? Le gouvernement entend retirer 100 millions de plus de la lutte contre la fraude fiscale.

Allons! L'Inspection spéciale des impôts réclamait des renforts humains et matériels: rien n'est prévu à ce sujet. Au lieu de s'attaquer à la grande fraude fiscale, le gouvernement montre une forme de complaisance à son égard. C'est comme cette «taxe Caïmans», censée rapporter 50 millions d'euros. Il n'y a pas encore le moindre début de ligne de projet de loi à ce propos. Tout cela paraît hautement aléatoire. Pire: les 50 millions issus de la contribution du secteur diamantaire. Voici à quoi cela ressemble: «*Donnez-nous 50 millions et on vous laisse tranquilles!*» Ce gouvernement se fait l'agent de blanchiment officiel du secteur du diamant, qui a déjà été touché par de nombreuses affaires de fraude et de blanchiment. Cette contribution masque une véritable capitulation,

à laquelle le PS s'était toujours opposé jusque-là. Notre système fiscal a été bradé dans une sorte de pacte

inavouable passé avec les diamantaires.

Sécurité ou Justice: le gouvernement Michel a dégagé des moyens supplémentaires pour certains départements. Effaçant, par exemple, l'arriéré financier de la Justice. Sauf que ces montants alloués ne compensent pas les efforts demandés à tous les départements dans le budget initial. Autrement dit, le gouvernement ne fait que partiellement colmater une brèche qu'il a lui-même ouverte!

Et je ne vois toujours rien venir en termes de recherche et développement, ce qui dénote un manque flagrant de vision. Cet ajustement budgétaire ne change rien et ne rétablit aucunement une certaine justice fiscale. La contribution demandée au capital est toujours aussi minime.

Le gouvernement a promis un tax shift, une réforme fiscale qu'il devrait présenter d'ici l'été.

Je remarque qu'il s'agit tout de même de la seconde occasion manquée. Cette réforme fiscale n'a pas été opérée lors de l'élaboration du budget initial, ni lors de ce contrôle budgétaire. Quand donc le feront-ils? On ne voit toujours rien venir. Cela masque vraisemblablement de profondes divergences au sein du gouvernement.